

De nombreuses leur dernier

Les rois de l'agenda

Christian Lüscher (PLR/GE)

Jacques Bourgeois (PLR/FR)

● Un quart des députés romands auront chauffé les sièges du Conseil national pendant au moins douze ans, au terme de la législature. Nous avons sondé leurs intentions.

LISE BAILAT
lise.bailat@lematindimanche.ch

L'icône élu Vert Daniel Brélaz ne reverra pas les travées du Palais fédéral. Victime d'une chute à son domicile, le conseiller national démissionnaire suivra à distance l'hommage qui lui sera rendu lors de la session de printemps qui s'ouvre ce lundi.

Encore un dinosaure qui quitte la Berne fédérale. Et ce n'est pas fini. Après Isabelle Chevalley l'automne dernier, partie vivre en Afrique, après Daniel Brélaz, d'autres piliers de la députation romande comptent les sessions qu'il leur reste sur les doigts d'une main et demie. C'est une génération politique qui s'apprête à tirer sa révérence, des têtes bien connues de ce côté-ci de la Sarine.

Treize élus auront fait trois législatures ou plus

Sur les 52 élus et élus romands qui siègent au Conseil national, 13 auront passé douze ans ou plus à Berne en 2023, c'est-à-dire qu'ils auront fait trois ou quatre législatures, voire entamé la cinquième. Seules les députations neuchâteloise et valaisanne ne comptent plus de tels meubles politiques.

Il y aura donc du mouvement l'an prochain et, dans les arrière-boutiques des partis, ça sent déjà le chambardement. Nous avons sondé les intentions des personnalités romandes concernées. Voici les réponses obtenues. Ou pas.

Le confort de l'agenda

Le scénario le plus confortable pour un élu est de pouvoir s'en tenir à son propre agenda sans autre considération. Chris-

tian Lüscher (PLR/GE) nous avait confié en 2019 déjà, à la veille des dernières élections fédérales, qu'il prendrait congé de Berne en 2023. Il nous l'a reconfirmé dernièrement. Dès la fin de la législature, il laissera donc la gauche orpheline de l'une de ses cibles préférées.

Au PLR, toute une génération d'élus arrivés en 2007 au parlement prendra congé de Berne l'an prochain. «Il y aura Christian Lüscher, Kurt Fluri, Olivier François au Conseil des États ou encore moi», énumère Jacques Bourgeois. L'ancien chef de file des paysans va donc céder sa place. «C'est ma quatrième législature. Ça fait déjà un bon bail, et à un moment donné, il faut savoir arrêter.»

«À bientôt 70 ans, c'est le moment de passer le témoin à une force plus jeune, sans regret.»

Jean-Paul Gschwind (Centre/JU)

Le Fribourgeois se réjouit de finir en beauté: il préside la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie, bref, celle qui fait et défait la politique climatique suisse. «Effectivement, ce sont de jolis sujets, sourit-il. On essaye d'apporter notre pierre à l'édifice.»

Après 70 ans, la pression monte

Il peut aussi arriver pour un élu que le tic-tac de la montre devienne un peu trop sonore. Le doyen du parlement, le Vaudois Jean-Pierre Grin (UDC), 74 ans, ainsi que le Jurassien Jean-Paul Gschwind (Centre), qui fêtera ses 70 ans cet automne, en font l'expérience. Ils confient tous les deux que cette législature sera la dernière. Ce n'est pas que la passion n'y est plus, non, mais comme on dit dans certains milieux, la pression sociale est quand même bien là.

«J'ai encore un grand plaisir à être au Conseil national. Mais en tant que doyen,

Les altruistes

Jean-Paul Gschwind (Centre/JU)

Jean-Pierre Grin (UDC/VD)

Yves Nidegger (UDC/GE)

Publicité

«Tüǵ i dì, con amaranza, smètiga e basgiòléga, tand da destrégass quant da imbasgiaa insèma cat'coss et novento, cor vall, per er vall.»

Du charabia? Seulement lorsqu'on n'écoute pas vraiment. Nous nous engageons pour des montagnes bien vivantes.

aidemontagne.ch

 Aide suisse à la montagne



figures entament tour de piste

je me dis qu'il faut laisser la place à des plus jeunes. Et puis, il y a une vie après la politique», explique Jean-Pierre Grin. «À bientôt 70 ans, c'est le moment de passer le témoin à une force plus jeune, sans regret», ajoute Jean-Paul Gschwind.

«D'autres dans mon parti klaxonnent et si je continue à me présenter avec un score supérieur à eux, ils vont finir par déprimer.»

Yves Nidegger, conseiller national (UDC/GE)

Yves Nidegger (UDC/GE), lui, est plus jeune de quelques années, mais en 2023, il aura fait seize ans de Conseil national. Alors... «Je me suis engagé dans cette quatrième législature dans l'idée que ce sera la dernière, une idée qui est toujours là, affirme l'UDC genevois. Pas parce que j'en ai marre, mais parce que d'autres dans mon parti klaxonnent et si je continue à me présenter avec un score supérieur à eux, ils vont finir par déprimer.» Il ajoute, souriant: «C'est donc une posture altruiste.»

Pas de décision à ce stade

Il y a aussi en politique des moments pour décider de partir et d'autres pour le dire. Avez-vous l'intention de rempiler? À notre question succède parfois un silence gêné. Les socialistes Ada Marra (VD) et Pierre-Alain Fridez (JU) ne disent ni oui ni non. «Je réserve ma décision à mon parti», explique la Lausannoise entrée au Conseil national en 2007.

Le Jurassien aussi confiera en premier à son parti ses intentions, mais il souligne: «Les statuts du Parti socialiste jurassien prévoient une limite de mandat à douze ans», limite qu'il atteindra précisément l'an prochain.

Cinq autres parlementaires atteindront douze années de services sous la Coupole à la fin de la législature. Il s'agit d'Olivier

Feller (PLR/VD), de Valérie Piller Carrard (PS/FR), de Christine Bulliard-Marbach (Centre/FR) et de Céline Amaudruz (UDC/GE). Tous témoignent de leur envie de se représenter l'an prochain, si leur parti les adoube.

Les insatiables

Pour les deux Romands qui fréquentent la Berne fédérale depuis le plus longtemps, Roger Nordmann (PS/VD) et Isabelle Moret (PLR/VD), l'avenir dépend de facteurs extérieurs. Arrivé à Berne en 2004, à 31 ans, le socialiste ne peut pas se représenter au Conseil national. Les statuts de son parti cantonal le lui interdisent. Sa carrière politique pourrait se prolonger au Conseil des États où il souhaite proposer sa candidature. Son sort est donc entre les mains de ses camarades vaudois, qui pourraient avoir à choisir entre lui et Pierre-Yves Maillard. Ambiance.

Quant à Isabelle Moret, si elle échoue à entrer au Conseil d'État vaudois ce printemps, elle pourrait théoriquement se représenter pour le Conseil national. Au PLR Vaud, il n'y a pas de limite de mandat. Mais dix-sept ans après son arrivée à Berne, en a-t-elle vraiment envie? La candidate est restée sourde à nos messages.

Rentrer dans le rang, mode d'emploi

Lorsqu'il quitte le parlement, un député fédéral redevient un citoyen ordinaire. Ses seuls avantages: il peut obtenir un badge d'accès pour les parties publiques du Palais fédéral et faire partie d'une sorte d'Amicale des anciens. S'ils ont des soucis pour se reconverter, les élus peuvent recourir au chômage. Chaque parlementaire peut aussi demander une aide transitoire, précisent les Services du parlement. Des critères stricts s'appliquent. Dans tous les cas, la délégation administrative du parlement doit se prononcer et cette aide transitoire est versée au maximum pendant deux ans.



Les indécis

Ada Marra (PS/VD)

Pierre-Alain Fridez (PS/JU)

Les insatiables

Roger Nordmann (PS/VD)

Isabelle Moret (PLR/VD)

Photos: Keystone/Gaëtan Bally, Christian Beutler

Publicité

10.2-4.4.2022

SEMAINES BICO

160 ans d'expertise suisse:
pour un sommeil sain et profond.®

Pfister
Vive LA VARIÉTÉ

10%*
sur la marque
BICO

bico
SWISS SINCE 1861

* 10% sur l'assortiment Bico, par exemple le matelas ClimaFine à 1969.- au lieu de 2190.-, 008.437.4, offre valable jusqu'au 4.4.2022. Non cumulable avec d'autres réductions, non valable pour les services et pour les commandes déjà passées. En tant que membre myPfister, vous profitez de 2% de bonus supplémentaire.

pfister.ch